

de l'histoire du Canada; il faut qu'il soit im-
preigné de ce qu'il y a de meilleur dans
notre courage, notre perspicacité et notre
foi en l'avenir. Je suis certain que cette con-
fiance, nous en ferons preuve en appuyant
le bill, monsieur l'Orateur.

(Texte)

M. Jean-Jacques Martel (Chapleau): Mon-
sieur le président, le fait de pouvoir faire
quelques observations en marge du bill C-79
constitue vraiment pour moi un privilège. Il
ne me sera pas nécessaire de faire l'histo-
rique des droits et des libertés qui nous sont
déjà garantis en vertu de la constitution cana-
dienne, implicitement du moins, ou encore
par la Grande Charte, ou même par la tra-
dition britannique dont nous avons hérité,
puisque plusieurs de mes savants collègues
ont déjà fait cet exposé. Mais j'aimerais
tout de même consigner aux *Débats* de la
Chambre mon opinion personnelle sur le bill
présentement à l'étude.

Monsieur le président, par une heureuse
coïncidence,—je dirais même qu'elle est provi-
dentielle,—nous étudions un projet de loi de
la plus grande importance et sur lequel tout
citoyen bien pensant doit méditer étant donné
que nous sommes, à l'heure actuelle, dans ce
20^e siècle moderne que l'on a déjà surnommé
le siècle de l'âge atomique. A cette heure
historique, tout chrétien digne de ce nom
ne peut douter de l'utilité ni de la nécessité
d'une manifestation collective de notre foi
dans la démocratie et dans le respect intégral
des droits de l'homme.

Le monde est aujourd'hui témoin d'événe-
ments les plus extraordinaires et monumen-
taux de son histoire, qui font trembler tous
les habitants de la terre. La fameuse con-
férence au sommet, dans laquelle nous avons,
trop naïvement peut-être, placé tant d'espoir,
a été sabotée de façon délibérée et même in-
sidieuse par le porte-parole du communisme
international.

A cette réunion au sommet, où siégeaient
les principaux chefs des pays qui espéraient
voir enfin triompher les aspirations pacifiques
de la grande majorité des êtres humains, le
communisme international était représenté et
ce dernier a laissé tomber son masque, indi-
quant à nouveau le manque de sincérité des
dirigeants de ce monde matérialiste que l'on
pourrait désigner comme le monde à l'en-
vers. Le représentant de l'idéologie maté-
rialiste à laquelle notre siècle doit faire face
n'a pas démontré qu'il était un homme imbu
du désir de bien représenter les citoyens d'un
peuple pourtant très méritoire, en raison des
nombreuses épreuves qui l'ont accablé au
cours de son histoire. Il représentait sur-
tout un parti politique qui, par sa propre
définition, s'est voué à l'anéantissement de la

religion, à susciter la lutte des classes, à fa-
voriser l'athéisme et, de fait, par une logique
inexorable, à abaisser l'humanité par le re-
nèment complet de tous les droits de l'homme
dans les pays soumis à son régime totalitaire.

L'histoire démontre d'une façon indéniable
que lorsque les hommes se sont révoltés con-
tre Dieu ou contre les lois divines et natu-
relles, ils ont inévitablement fini par trahir
les libertés fondamentales des individus, en
particulier, et du genre humain en général.

La lutte entre le bien et le mal n'est pas
d'hier, puisqu'elle a commencé dans le para-
dis terrestre après la première chute de
l'homme. Et depuis ce temps, génération
après génération ont dû lutter et exercer une
vigilance sans repos pour sauvegarder le
respect des droits de l'homme. Le sort du
genre humain s'est amélioré depuis le venue
d'un Sauveur, le fils de Dieu fait homme,
mais hélas, il y a encore plusieurs endroits
sur notre terre où les libertés fondamentales
et les droits de l'homme sont complètement
niés à toute fin pratique, même si parfois, par
une attitude hypocrite, certains pays ont
adopté une déclaration des droits de l'homme
qui, d'ailleurs, n'est aucunement respectée.

Le titre abrégé de la loi présentement à
l'étude a trait à la reconnaissance des droits
et libertés. A part ces droits et libertés, il
y a aussi des devoirs et des responsabilités.
Les abus dans plusieurs domaines sont sou-
vent le résultat d'une fausse interprétation
des libertés. Les abus sont la cause de bien
des maux et certaines gens interprètent à
leur façon les droits de l'homme et la liberté,
quand cela fait leur affaire.

On ne peut redresser un esprit croche qui
interprète à sa façon, et sans tenir compte
de ses devoirs et de ses responsabilités, les
différentes lois qui doivent gouverner tout
pays. Et comme on l'a expliqué à la Chambre,
il y a eu de malheureux exemples de ces
esprits déformés qui ont gouverné le monde
à certaines époques de l'histoire et particu-
lièrement depuis le début de notre siècle.
La justice et la charité envers nos semblables
ne sont pas la moindre des choses auxquelles
on doit s'arrêter.

Pour toutes ces raisons, à titre de citoyen
canadien fier de mon pays, de son régime
démocratique et libre en tout temps d'expri-
mer mon opinion, j'appuie cette loi présentée
par notre premier ministre, le champion des
minorités et des droits de l'homme, et aussi
parce que je reconnais que tous les individus,
sans distinction de race, d'origine, de couleur,
de religion et de sexe, ont des droits in-
aliénables.

Ainsi, en respectant les droits de tous les
citoyens, d'un bout à l'autre du pays, nous
bâtirons un Canada fort, grand et plus uni.

[M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria).]